



# Bienvenue aux migrants



Participation

La participation est librement fixée par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 0,50 €

INJUSTICE

PAGE 4

MILICE

PAGE 6

POLICE

PAGE 7



## CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL, LE PIÈGE DE LA NATION

Les derniers mois ont été dramatiques pour la population grecque. Accablée par le service de la

dette et les plans d'austérité, avec un chômage endémique et une dégradation sans précédent des conditions de travail et de vie, elle s'est mobilisée massivement ces dernières années pour inverser le cours des choses. De grèves en occupations, de manifestations en émeutes, d'assemblée en autogestion, une force sociale populaire s'est construite au fil des mois, non sans opposition, répression et contre-feux. Une expression politique de cette montée en puissance a été la victoire en janvier dernier de Syriza, parti de la gauche radicale, et l'avènement d'un gouvernement élu sur un programme de rupture avec les politiques d'austérité. On ne reviendra pas ici sur le scénario du retournement de Tsipras au mois de juillet, décrit en détail dans de nombreux articles et interviews par autant de militants effarés par la situation. On ne fera pas non plus de pronostic sur les effets à court ou moyen terme de cette trahison de l'électorat populaire, entre l'abatement, la démoralisation et le boulevard ouvert aux néonazis de l'Aube dorée, ou à l'inverse un regain des luttes sociales, une couche d'illusions en moins.

Quelles leçons tirer de ce retournement ? Manifestement des leçons sur l'Europe et les institutions internationales de la « Troïka » : Banque centrale européenne, Commission européenne et Fonds monétaire international. Il n'y a pas de marge de manœuvre pour une autre politique à l'intérieur de ce cadre. Même quand ils disposent d'un rapport de force favorable, ceux qui veulent rester dans le cadre doivent plier et se soumettre complètement. Il faut donc sortir de ce cadre, quitte à le briser. Comment ? C'est là où les choses se compliquent.

Une voie qui semble séduire beaucoup de monde consiste à dire : il faut sortir du cadre de l'Europe, et pour cela s'appuyer sur la souveraineté nationale. Apparemment simple mais au fond simpliste, cette voie est dangereuse. Ce n'est pas pour rien qu'elle unit dans un même élan les « souverainistes » des deux bords, les uns se considérant de gauche et les autres s'assumant clairement très à droite, comme Dupont-Aignan ou Le Pen. Leur option est celle qui consiste à opposer la nation à l'Europe, à prôner un retour en arrière et à gommer sciemment les clivages de classe. La « nation », cela ne veut pas dire grand-chose. Parle-t-on des groupes industriels et financiers français comme Total ou Auchan qui jouent à fond la carte de la mondialisation, de la spéculation et donc de l'Europe telle qu'elle se construit ? Ou parle-t-on des salariés, des chômeurs, des étudiants ou des retraités, qui subissent les politiques d'austé-

rité ici comme ailleurs ? Parle-t-on des patrons de PME, d'exploitations agricoles plus ou moins en difficulté, ou de leurs salariés, précarisés et surexploités ?

Les courants, les intellectuels et les politiciens qui mettent en avant la souveraineté nationale face à l'Europe ne font pas que nier les rapports de classe. Ils défendent du même coup une politique étatiste où le changement viendrait d'en haut, sans intervention populaire ou avec une intervention bien contingentée. Un « bon gouvernement » devrait trouver les bonnes solutions techniques en relançant une monnaie nationale, en reprenant le contrôle de ses finances, et la messe serait dite. Si la population doit intervenir, c'est en votant pour ces nouveaux sauveurs. Dès lors, il n'est pas étonnant de voir des convergences s'affirmer, et des fronts nationaux être revendiqués. Des jeunes de Sciences Po passés du PS ou du PG au FN, à Sapir, économiste se disant de gauche qui en vient à prôner des alliances avec le Front national, la logique souverainiste défendue de manière cohérente conduit inévitablement à l'extrême droite. Car s'il faut défendre « la nation » contre l'Europe, autant défendre « la nation » avec tous ceux qui veulent la défendre, que ce soit contre l'Europe, contre le terrorisme, contre les migrants, contre les musulmans, contre les Juifs...



Le cadre dont il faut sortir et qu'il faut briser, ce n'est pas l'Europe, c'est l'Europe *du capital*. C'est une Europe structurée comme un marché, avec une banque centrale, et des ministres des finances qui coordonnent les politiques d'austérité et de casse sociale à l'échelle du continent. Briser ce cadre, ce n'est pas retourner aux Etats-nations en gommant les oppositions de classe. C'est à l'inverse prendre la mesure de la domination imposée par le grand patronat et les banques, et la renverser à l'échelle européenne. C'est rejeter la défense mortifère de la « nation » et tendre la main aux populations du monde entier pour bâtir une autre organisation sociale. C'est affirmer un front international de classe et couper les ponts, sans équivoque, avec tous les charlatans de la « souveraineté ».

R

## Liberté, austérité, fermeté

Le 26 juin dernier se tenait à Nancy le forum économique européen du *Point*. Cet événement baptisé *EcoRévolutions* avait pour thématique : « Et si on essayait la liberté ? » La présentation qu'en faisait Étienne Gernelle, directeur de la rédaction du *Point* dans ses colonnes ne laissait aucun doute sur la liberté dont il s'agissait de débattre. Ce n'était pas de celle du peuple grec de décider démocratiquement s'il veut d'un énième plan d'austérité pour avoir le droit à quelques miettes de la part des instances européennes. Ce n'était pas non de celle des salariés sacrifiés sur l'autel de la rentabilité et de la spéculation, ni celles des postiers nancéiens de conserver le centre de distribution et de tri du boulevard Lobau. Non c'était de la seule liberté pour laquelle « il existe des indicateurs objectifs », à savoir celle qui se mesure par « le taux de dépenses publiques par rapport au PIB. À 100%, c'est le communisme. À 0%, c'est la loi de la jungle. »<sup>1</sup> Or comme le communisme est par nature, pour ces belles têtes creuses libérales, absence de liberté, et comme la France a un taux de dépenses publiques très supérieur à la moyenne européenne, la France est un pays quasi-communiste, privé de liberté<sup>2</sup>. Il faut donc tailler dans le gras puisque l'équation objective de la liberté est « plus de liberté » = « moins d'impôts et moins de dé-

penses publiques ».

La mairie de Nancy et le Grand Nancy, partenaires de cet événement majeur dans la pensée politique actuelle, ont décidé de tendre vers la liberté. Bien sûr, ni Hénart ni Rossinot ne peuvent se lancer dans de grandes réformes, comme certains des invités d'*ÉcoRévolutions*, tels ces apôtres de la liberté que sont Peter Hartz, qui a inventé le travail quasi-obligatoire à 1 € de l'heure pour les chômeurs allemands, et Leszek Balcerowicz, qui fit passer à marche forcée la Pologne du "communisme" à l'ultralibéralisme au prix, il est vrai, de 20 millions de chômeurs. Nos deux compères ne pouvant faire aussi bien ont donc décidé de s'atteler à une tâche à leur mesure ; ayant décidé de remonter leurs manches et mettre les mains dans le cambouis, il les ont plongés dans... les poubelles.

Fin mai les Nancéiens ont reçu une carte leur annonçant de nouveaux jours de collecte à partir du 1<sup>er</sup> juin (à savoir deux au lieu de trois pour les quartiers ne faisant pas partie de l'hyper-centre) et leur vantant « un service optimisé de collecte » assurant « une ville plus propre », une « diminution des nuisances sonores » et un « bilan carbone maîtrisé ». *L'Est républicain* du 28 avril annonçait aussi que la distribution gratuite de sacs noirs pour les ordures cesserait dès le 1<sup>er</sup> juillet. Objectif de toutes ces mesures : maîtriser les dépenses publiques, et donc nous rendre plus libres si j'en crois les FOG de tout poil. Dès le 11 juin, notre canard local titrait : « Nancy : les poubelles débordent. » Selon Serge Bouly, vice-président du Grand Nancy en charge des déchets, le vrai problème ce n'est pas la réduction du nombre de tournées, mais le manque de responsabilité de nos concitoyens : « Qu'est-ce qu'on met dans les bacs ? La question est là, si ça débordé ! Les gens doivent se prendre en charge. Il y a des choses à mettre au tri sélectif. Il y a aussi le verre à porter au recyclage. Et d'autres choses à mettre à la déchetterie. »<sup>3</sup> Chers édiles, encore un effort pour être libéraux ! Le Grand Nancy doit enfin envisager que, dans les années à venir, chacun amène sa poubelle directement à la décharge. Plus de camions, plus de bruit, plus de poubelles sur les trottoirs, enfin Nancy sera une ville propre et libre.

La vraie économie, c'est comme toujours sur le dos des salariés qu'elle va se faire. Car moins de tournées, c'est surtout moins de boueux, de rippeurs comme on dit maintenant. Et comme le ramassage des ordures a été délégué à une société privée, le Grand Nancy ne licenciera personne, c'est la Rimma qui s'en chargera. Les délégués du personnel de la Rimma, qui craignent que 30 emplois soient directement menacés, avaient demandé début mai un rendez-vous à Rossinot pour en savoir plus.<sup>4</sup> De plus, dans l'article de *L'Est républicain* du 23 juin, ils pointent le fait que le contrat de délégation de service public a été modifié de manière à permettre de faire baisser le nombre de tournées à une par

semaine pour les communes de l'agglomération, hors Nancy. Or comme par hasard, Serge Bouly affirmait le 11 juin parlant justement des autres communes qu'« on nous dit même qu'un seul passage [au lieu de deux actuellement] suffirait. » Le Grand Nancy a attendu la menace d'une grève pour accorder avec mansuétude un rendez-vous le 9 juillet aux délégués du personnel, ces manants qui osent clamer que « Nancy est devenue une ville sale. » La liberté libérale, c'est aussi savoir négliger ce qui est négligeable, à savoir les prolos quand on est un décideur.

Depuis la première rédaction de cet article, fin juin, c'est le service des bus qui a été lui aussi réduit pour s'ajuster à la demande des usagers. Hénart, en bon élève de son mentor, dézingue lui aussi les services publics à tout-va, fermeture de deux écoles, de quatre mairies de quartier, etc. Par contre, pour ce qui est de la répression, de la sécurité comme on doit dire en langage policé -pardon policier-, là les moyens sont toujours en hausse et la vis toujours plus serrée (cf. p. 6).

« Liberté, austérité, fermeté » c'est donc ce que nos édiles retiennent des idées de grands penseurs tels que FOG. Il serait temps de jeter tout cette pourriture là où est sa place, dans les poubelles de l'Hénart.

R

Bas coup

1. É. Gernelle, [http://www.lepoint.fr/economie/gernelle-et-si-on-essayait-la-liberte-12-06-2015-1935786\\_28.php](http://www.lepoint.fr/economie/gernelle-et-si-on-essayait-la-liberte-12-06-2015-1935786_28.php). On me permettra de remarquer que, d'une part même en URSS à l'époque la plus collectiviste, jamais l'économie n'a été totalement étatique, et que si c'était le cas, il n'y aurait plus de sens de parler de taux de dépenses publiques par rapport au PIB ; d'autre part que si dans un pays quelconque les dépenses publiques étaient nulles, alors il n'y aurait plus d'État et donc plus de PIB. Le blabla du fils spirituel de FOG est aussi vide que celui de son mentor.

2. FOG titrait le 10 octobre dernier son édito du Point : « Le temps du communisme mou », le chapeau de l'article pointait encore et toujours le taux de dépenses publiques par rapport au PIB : « Les dépenses publiques françaises s'élèvent à 10 points de plus que la moyenne européenne (57 %) et à presque 20 points de plus qu'aux États-Unis (38 %). » [http://www.lepoint.fr/editos-du-point/franz-olivier-giesbert/franz-olivier-giesbert-le-temps-du-communisme-mou-10-10-2014-1871195\\_70.php](http://www.lepoint.fr/editos-du-point/franz-olivier-giesbert/franz-olivier-giesbert-le-temps-du-communisme-mou-10-10-2014-1871195_70.php).

3. Cf. <http://www.estrepublicain.fr/edition-de-nancy-ville/2015/06/11/nancy-les-poubelles-debordent>, et <http://www.estrepublicain.fr/edition-de-nancy-ville/2015/04/28/ramassage-des-dechets-a-nancy-les-sacs-noirs-gratuits-c-est-fini>.

4. Cf. <http://www.estrepublicain.fr/edition-de-nancy-ville/2015/06/23/nancy-les-rippers-se-rebiffent>.



# Le conseil régional devra-t-il revoir sa copie ?

Le Conseil Régional s'est arrogé le droit d'écrire un règlement intérieur pour les ATTEE des lycées de Lorraine (les Adjointes Techniques Territoriaux des Etablissements d'Enseignement), les anciens ouvriers professionnels et ouvriers d'entretien et d'accueil de la Fonction Publique d'Etat. Les ATTEE s'occupent de l'entretien, de la cuisine et du ménage dans les lycées, ils sont passés depuis quelques années de la fonction publique d'Etat à la territoriale.

Une petite partie du droit du travail s'applique dans la fonction publique, uniquement la partie IV (Santé et Sécurité au Travail), les 5 premiers livres.

Le droit du travail rend obligatoire l'existence d'un règlement intérieur dans une entreprise privée ayant plus de 20 salariés, donc ce n'est pas obligatoire, mais ce n'est pas interdit dans une administration ou un établissement public.

Le règlement intérieur est censé protéger les salariés en matière de santé et de sécurité, et rappeler la législation en matière de harcèlement moral et sexuel. Il donne aussi les règles en matière de discipline et la nature et l'échelle de sanctions que peut prendre l'employeur, ce qui est déjà beaucoup moins joyeux.

Les articles 36 et 37 du fameux règlement intérieur donnent la définition légale du harcèlement moral et sexuel et rappellent que la fausse dénonciation de harcèlement peut être pénalement sanctionnée (ce qui est exact, le supposé harceleur peut porter plainte pour diffamation contre le supposé harcelé). Par contre, ces deux articles se gardent bien de préciser qu'en cas de harcèlement avéré et prouvé devant un tribunal, le harceleur risque de la prison ferme et jusqu'à 30 000 euros d'amende. Est-ce ainsi que l'on protège les ATTEE du harcèlement ? C'est une information extrêmement partielle.

L'article 16 traite de la déclaration des presque-accidents : « Ce sont de événements qui ne

nécessitent pas le jour de leur survenue de quitter le travail afin de consulter un médecin ou de se rendre dans un centre hospitalier et que l'agent souhaite cependant consigner. Ils doivent être signalés ... et déclarés dans le registre des presque-accidents ». Un presque-accident n'a aucune existence juridique, ni dans le code du travail (partie concernant la santé et la sécurité), ni dans le décret n° 2012-170 du 3 février 2012 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Quand il y a un doute, il vaut mieux déclarer un accident du travail, car en cas d'arrêt de travail consécutif à cet accident, et en cas de séquelles physiques ou psychologiques apparaissant plus tard, la prise en charge n'est pas du tout la même. Par exemple, en cas d'arrêt de travail, l'agent public continue de toucher 100 % de son salaire si l'arrêt est consécutif à un accident, alors qu'en congé maladie ordinaire, il perd 50 % de son salaire au bout de trois mois d'arrêt.

Si les articles 36 et 37 n'encouragent pas à porter plainte pour harcèlement moral ou sexuel, l'article 16 peut dissuader de déclarer un accident du travail. Ainsi, l'employeur fait des économies et affiche de bonnes conditions de travail pour ses agents : peu ou pas d'accidents de travail, pas de plaintes, pas de souffrance au travail.

Nous avons ensuite des articles qui, s'ils ne sont pas forcément illégaux au sens juridique du terme, posent problème quand même.

Le titre IX, concernant les substances psychoactives (alcool et drogues) comporte 4 articles. Les 3 premiers respectent le code du travail.

L'article 33 « Contrôle de l'alcoolémie auprès d'agents occupant des postes dangereux » est particulier : « En raison de l'obligation faite à l'employeur d'assurer la santé et la sécurité des agents, l'autorité locale pourra imposer l'alcootest aux agents occupés à l'exécution de certains travaux ou à la conduite de certains engins ou machines, pour prévenir ou faire cesser une situation dangereuse . »

C'est très vivement déconseillé par la jurisprudence s'il n'y a pas de signes d'ébriété très clairs et incontestables. On peut proposer un alcootest, mais on ne peut pas l'imposer, l'agent a le droit de refuser.

L'article 33 prévoit que l'alcootest est réalisé par une personne désignée par l'autorité locale en présence d'une autre personne choisie par l'agent et l'autorité locale. Or, seul un officier de police judiciaire a le droit d'imposer un alcootest. D'autre part, d'après la jurisprudence, l'« autorité locale » ne peut pas imposer le témoin d'un alcootest, c'est l'agent public qui choisit la personne.



Un alcootest n'est jamais fiable à 100 %, même avec une contre-expertise, seule une prise de sang est de nature à établir avec certitude que l'alcoolémie dépasse le taux légalement autorisé, un alcootest n'est pas assez précis. D'autre part, certains médicaments psychotropes peuvent donner un alcootest positif.

Il est certain qu'en cas de conduite d'engins ou de manipulations de produits chimiques, un état d'ébriété peut présenter un risque pour l'agent public et/ou ses collègues. Mais il faut être prudent, attention aux erreurs ! Cela peut être humiliant !

L'article 33 prévoit aussi de retirer un agent de son poste de travail et de le sanctionner sur un plan disciplinaire s'il refuse un alcootest, ceci est clairement de l'abus de pouvoir.

En matière de lutte contre l'alcoolisme, il serait bon que ces messieurs-dames du Conseil régional comprennent qu'on ne peut pas faire que de la répression, que cela ne sert à rien, mais qu'il faut aussi faire de la PREVENTION !!

L'article 9 est la suite logique de l'article 33 : « *L'autorité locale peut retirer un agent de son poste de travail s'il estime qu'il n'est pas apte à l'occuper en toute sécurité. L'agent sera placé dans un local sous surveillance ou évacué vers un centre hospitalier par les services de secours ou raccompagné à son domicile par un membre proche de l'agent.* » L'agent ne peut être raccompagné chez lui que par un membre de la famille ou quelqu'un d'extérieur. Un collègue n'en a pas le droit.

Oui, il faut lutter contre l'alcoolisme dans le milieu professionnel, mais est-ce la meilleure façon ? Ainsi l'article 10 pour les armoires vestiaires individuelles : « *L'autorité locale se réserve le droit de procéder à l'ouverture des ces armoires individuelles en présence de l'agent, pour des raisons liées à l'hygiène et à la sécurité. L'agent peut se faire accompagner par un représentant du personnel.* »

D'après la jurisprudence, l'employeur ne peut ouvrir les armoires vestiaires individuelles que dans les cas et aux conditions prévues par le règlement intérieur et les salariés doivent être prévenus à l'avance, ce qui n'est pas précisé dans l'article 10. Et les raisons liées à l'hygiène et à la sécurité, c'est vraiment extrêmement vague. Il faudrait être plus précis ! Serait-ce pour rechercher des bouteilles d'alcool (une obsession du Conseil régional étant donné le nombre d'articles du règlement intérieur consacrés à ce sujet) ? Ou bien, il faut appliquer cet



article à tous les personnels d'un lycée : avoir le droit de fouiller le bureau du chef d'établissement, des administratifs, des enseignants...

L'alcoolisme existe chez toutes les catégories socioprofessionnelles.

Vous imaginez la réaction des syndicats enseignants face à genre de proposition ? Et des syndicats de chef d'établissement ?? Le tollé ! Pour le petit personnel,

c'est « normal », ils ont bien entendu sur le papier les mêmes droits que les autres catégories de personnel de lycée.



L'article 12 concernant l'hygiène... Il n'y a rien à dire sur l'hygiène très stricte pour les agents manipulant des denrées alimentaires, c'est la loi, mais : « *de manière plus générale, il est demandé à tout agent d'apporter un soin permanent à sa propreté corporelle et vestimentaire.* » C'est humiliant et condescendant, les adjoints techniques (et les ouvriers de façon générale) sont-ils des gens plus sales que les autres pour que la Région se permette ce genre de recommandations ??

Pourquoi ne pas faire ces recommandations pour les agents du Conseil régional qui ont pondu ce règlement intérieur ? Ils doivent se laver régulièrement, et on pourra fouiller leur bureau et leur faire passer de éthylotests !!

Eux qui prennent les ATTEE des lycées (et probablement tous les ouvriers et tous les « petits personnels ») pour des gens sales qui picolent ! Et eux, dans l'exercice de leurs fonctions, ils ne font jamais de libations (qui plus est probablement aux frais du contribuable).

Ce merveilleux règlement intérieur a malheureusement été approuvé en l'état en CHSCT (Comité Hygiène et Sécurité et Conditions de Travail) de la Région.

La Région a ensuite imposé qu'il soit voté dans les CA de tous les lycées de Lorraine. Normalement, un règlement intérieur doit être soumis à l'Inspection du Travail avant d'être validé. Cette démarche n'a pas été effectuée.

70 lycées sur les 130 lycées lorrains ont validé en CA ce règlement intérieur inique. 60 autres ont refusé ou trainé des pieds. La Région a systématiquement fait pression et rappelé les établissements récalcitrants.

Et nous avons un Conseil régional « socialiste », de « gauche ».

Bravo mesdames et messieurs les conseillers régionaux ! En montrant de la sorte votre mépris du petit personnel, vous alimentez un vote FN !

In furore



# Juge Thiel partout, musique nulle part !

Gilbert Thiel, juge anti-terroriste à la retraite, aime à se laisser présenter comme un tonton flingueur. Il cite Brel et Ventura, et ne pipe pas mot quand on le qualifie d'anarchiste de droite\*. Son côté « de droite » n'échappe en effet à personne depuis qu'il est adjoint à Laurent Hénart, maire de Nancy, en charge de la sécurité. Son côté « anarchiste » est en revanche carrément douteux : on a plus souvent vu des juges envoyer de vrais Anarchistes au bain ou à la veuve, que manifester contre la propriété...

Le juge aime aussi à laisser dire qu'il apprécie la dive bouteille, et les gitanes sans filtre\*. Grand bien lui fasse! Seulement voilà, ce qui est bon pour un notable, n'est pas bon pour le petit peuple qui, lui, ne sait pas boire. Quand le petit peuple prend une cuite pour fêter l'arrivée de l'été ou pour supporter les canards de la fête de la musique, il fait parfois le con. Ainsi en 2014, place Saint-Epvre, des Ostrogoths avinés qui ne savent pas se tenir comme dans les salons ont entrepris de gravir la statue équestre de René II, 4m50 au garrot (le cheval, pas le ci-devant). L'intervention de la police a provoqué quelques échauffourées. Les « anarchistes » de droite qui siègent à la mairie ont modérément apprécié, et révoqué séance tenante le chef de la police municipale. Mais Anarchiste n'a qu'un œil, le juge, lui, en a deux, sans compter des centaines de caméras de surveillance dans toute la ville : il a nommé, incontinent, un nouveau sous-chef de la sûreté municipale. Puis il a décidé d'une punition collective pour mater tous ces peigne-culs qui ne savent pas boire...

La fête de la musique 2015 s'est donc déroulée à Nancy le dimanche 21 juin sous haute surveillance. Le centre-ville fermé, la Pépinière et le cours Léopold interdits de musique, les endroits réservés aux musiciennes très limités. Le nombre de policiers, et d'agents de sécurité privés en patrouille a donné à cette fête un air de bal de la police. Mais contrairement au bal de la police, la fête de la musique a fermé tôt (23h00), le juge expliquant dans la presse que « Personne n'en mourra »\*\*. *L'Est Républicain* prenant son courage à deux mains a parlé de couvre-feu\*\*, puis a fait amende honorable.

Le Père Cent (traditionnel chahut lycéen cent jours avant le bac) avait déjà fait au printemps l'objet d'un déploiement policier ahurissant au prétexte que l'année dernière, les jeunes s'étaient mal conduits\*\*\*. En outre, depuis le début du mandat d'Hénart, il semble bien que les fermetures administratives de cafés ouverts le soir et les visites aux bistros non amis de la mairie se multiplient.

C'est que dans Nancy « communauté urbaine Et Humaine », l'Humain doit être tel que défini par arrêté municipal. L'Humain à Nancy n'a pas le droit de désobéir au règlement relatif à la tranquillité publique. Ou alors il est puni. Collectivement.

Le Grand Nancy, ou plutôt le Nancy des grands a décidément du mal avec la réalité. Le rêve de nos édiles d'une ville gentille propre, pétrie de culture, peuplée de jeunes gens bien coiffés, dirigeants de start-up, le chandail bleu-marine noué autour du cou et sachant se tenir en société, ne colle pas avec la vraie vie. Les bourgeois sont troublés de voir passer les gueux. Les notables n'ont jamais compris le petit peuple. Celui qui est inquiet pour son avenir, celui qui a du mal à vivre dans ce monde bouffé par le profit de quelques-uns. Le petit peuple ordinaire qui n'a même pas une Rolex à 50 ans, et a parfois du mal à se payer un dentier.



Quand le maire dort dehors place Stanislas dans un lit pour une performance artistique\*\*\*\*, alors que des centaines de gens, sans abri, dorment entassés à la caserne Faron à 4 km de là, et d'autres à moins de 500 mètres sous le pont Kennedy, ça n'est pas une provocation, ni une violence symbolique, c'est « Nancy ville humaine ». Par contre quand deux jeunes veulent monter en croupe sur le cheval de bronze de René II comme ça se fait les soirs de relâche depuis plus d'un siècle, ou bien quand on fête trop bruyamment l'anniversaire de Pépère au bar le « bon accueil », le quartier général de la place Stanislas fait donner la troupe.

Pour l'état-major de la place Stanislas la vie est simple : il y a les braves gens, respectables, qui ont le loisir paisible et la cuite discrète, les petits propriétaires, les propres-sur-eux, les gens de bourse et les décorés. Tous ceux-ci forment la bonne société. Et puis il y a les autres : la populace irresponsable et incontrôlable, tous ces gens dont le style de vie n'est pas dans le référentiel du maire : chômeurs, ouvrières, intermittents du spectacle et du bonheur, joyeux pochtrons, vrais anarchistes,

rappeurs, punks à chiens, retraités indociles, fumeurs d'herbe, ou patrons de bistros non indicateurs de police. Le travail du juge Thiel chef de la sûreté consiste à défendre les premiers contre les derniers.

Le 11 janvier, les gens de bien et leurs défenseurs étaient dans la rue, la larme à l'œil, l'écharpe tricolore en sautoir et la Marseillaise aux lèvres. Un spectre hantait la manifestation : celui de l'ordre tricolore, de la morale bourgeoise, de la délation et de la méfiance. Le fantôme de l'inspecteur Javert, ce personnage des « Misérables » de Victor Hugo, flic zélé et soupçonneux qui défend implacablement les bourgeois et leur

ordre, contre les classes dangereuses, l'échine courbée devant les bourgeois et le menton inflexible avec les gueux.

Les gens de bien sont retournés à leurs petites affaires, ils nous ont laissé leur spectre en cadeau.

Et du petit Chaouen\*\*\*\*\* à la fête de la musique en passant par le Père Cent, les embauches de policiers municipaux et les caméras de surveillance qui se multiplient comme du chiendent, l'état se resserre.

Nancy est Javert, soyons Gavroche, à la bonne vôtre et vive la sociale !

**R**  
Victor K

\* "Ainsi soit Thiel, juge et justicier", *Liberation*, 24 mars 2012  
[http://www.liberation.fr/societe/2012/03/24/ain-si-soit-thiel-juge-et-justicier\\_805341](http://www.liberation.fr/societe/2012/03/24/ain-si-soit-thiel-juge-et-justicier_805341)  
et "Hommage bourru et mi-raisin au juge Thiel", *libertes.blog.lemonde*, 22 juin 2014  
<http://libertes.blog.lemonde.fr/2014/06/22/hommage-bourru-et-mi-raisin-au-juge-thiel/>

\*\* "Fête de la musique : Nancy installe un couvre-feu à 23h", *Le Figaro*, 19 juin 2015  
<http://www.lefigaro.fr/musique/2015/06/19/03006-20150619ARTFIG00176-fete-de-la-musique-nancy-installe-un-couvre-feu-a-23h.php>

\*\*\* "Nancy : un Père Cent sous haute surveillance mais sans incident", *France 3*, 24 mars 2015  
<http://france3-regions.francetvinfo.fr/lorraine/2015/03/24/nancy-fete-le-pere-cent-sous-haute-surveillance-685537.html>

\*\*\*\* " Nancy. La Place Stanislas transformée en hôtel à ciel ouvert", *Loractu*, 1er avril 2014  
<http://loractu.fr/nancy/6617-nancy-la-place-stanislas-transformee-en-hotel-a-ciel-ouvert.html>

\*\*\*\*\* « Nancy : une interpellation fait le buzz », *L'Est républicain*, 16 mars 2015  
<http://www.estrepublicain.fr/faits-divers/2015/03/16/nancy-une-interpellation-fait-le-buzz>

“ On s’amuse en hauts lieux  
On s’amuse et on donne dans la conjoncture  
On décide, on orchestre, on banalise  
Et s’il le faut,  
Sur ordonnance !  
Et que ça saute !  
Et sans proteste !  
Sinon, on fera pleuvoir sur vos têtes  
Lacrymos, matraques et procès,  
Non mais !  
A bons voteurs,  
dans le cul ! ”

# « ACAB »\*

Pas une semaine ne passe sans que l'on apprenne un nouveau dérapage, une arrestation musclée ici, des blessés là, des morts ailleurs. La police est violente, c'est une vérité presque universelle. De la répression des mouvements sociaux à Notre-Dame-des-Landes, Toulouse ou Sievens, aux arrestations violentes quotidiennes dans les quartiers populaires, de Ferguson ou Baltimore aux 43 étudiants disparus d'Ayotzinapa au Mexique, partout les violences policières s'étalent et entraînent leur lot de victimes. Alors des policiers agressifs, irrespectueux, violents et racistes, est-ce une fatalité ?

Oui, manifestement.

La fonction première de la police étant le maintien de l'ordre et l'ordre à maintenir étant inégalitaire, la police a forcément beaucoup de travail. Les situations de crise sociale générées par le capitalisme provoquent partout des réactions populaires qu'il faut contenir, par la négociation parfois, puis par la force toujours. Les classes pauvres sont des classes dangereuses, à contingerter dans leurs quartiers, à soumettre quel qu'en soit le prix. Aux inégalités sociales s'ajoutent souvent les dominations et discriminations raciales ou sexuelles, à l'encontre de minorités nationales, religieuses ou autres. Le travail de maintien de l'ordre se densifie alors puisqu'il ne faut pas seulement réprimer les grèves, occupations d'usines et séquestration de patrons, mais il faut chasser les pauvres partout, les Noirs ici, les Kurdes là, les Arabes ou les gays ailleurs, bref rester sans cesse aux aguets.



On pourrait se dire que sous l'uniforme, le flic reste un être humain. Mais l'humanité est vite étouffée sous le poids de la routine quand il faut quotidiennement expulser des familles de sans-papiers, frapper des manifestants, « sécuriser » les quartiers populaires. La force de l'habitude transforme le flic en brute. Surtout quand les dernières digues de classe ont sauté, quand les valeurs collectives ont reculé et que chacun se trouve seul face à son destin, avec sa paye, son crédit et ses gamins. Alors ensuite les choses dérapent, et à la violence ordonnée s'ajoutent les initiatives intempestives où s'expriment tous les préjugés racistes, sexistes ou homophobes.

Du côté des couches privilégiées, la police passe généralement plutôt bien. En France elle assure le sale boulot et maintient les migrants aux portes de l'Europe pour que l'on puisse continuer à « vivre ensemble » et consommer dans un entre soi protégé, si possible éthique, cultivé, cool et écolo. On a vu une expression de ce soutien à la police dans certains cortèges qui ont suivi les attentats de janvier. Pathétique mais finalement pas surprenant. Dans une situation qui se tend, les classes privilégiées sont prêtes à renoncer à leurs libertés pour préserver leur monde. Elles sont la force sociale d'appui de tous les régimes policiers, que ce soit à Ankara, Jérusalem, Budapest, Damas ou Moscou. Dans les années 1920 et 30, ce sont les industriels et les banquiers qui ont financé le fascisme et le nazisme, quand la police régulière a dû être doublée de milices pour remplir ses missions.

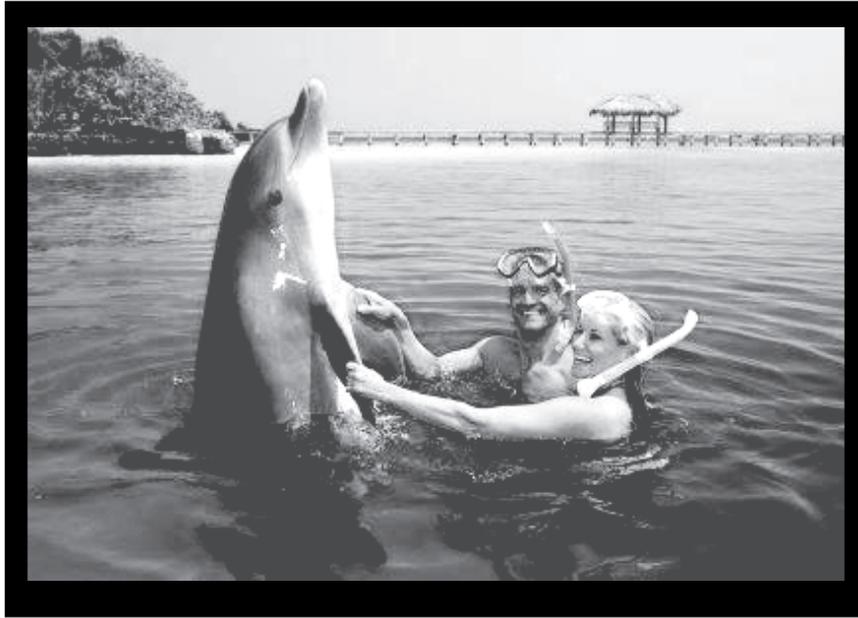
Alors que faire face à la police ? S'organiser pour ne pas laisser impunies les violences policières, pour ne pas laisser isolées les victimes de ces violences. Rendre visibles les faits et actes répressifs au quotidien, mutualiser l'information et les techniques pour éviter la répression. Mais à terme, la police n'est pas réformable. Il faudra la faire disparaître, avec l'ordre social injuste qui la légitime et qu'elle soutient.

Ezriel M. **R**

\* Slogan acronyme pour « All Cops Are Bastards » (« Tous les flics sont des batards »), scandé et affiché dans le monde entier. Il est bien évidemment ici cité et non pas lancé face à la police, car Résister! est un journal respectueux de l'État, de ses institutions, et au premier chef de sa police.

# J'aime bien les dauphins, mais...

Le 22 août dernier un rassemblement avait lieu à Strasbourg pour protester contre le massacre le 23 juillet de 250 globicéphales, ou dauphins pilotes, aux Îles Féroé. Ce type de « chasse » consiste à ramener des bancs de dauphins vers le rivage où ils sont échoués de force sur des plages, puis leur moelle épinière est tranchée au couteau. Cinq militants de Sea Shepherd, qui tentaient de s'opposer au massacre, avaient été arrêtés par la marine danoise<sup>1</sup> et expulsés



après une quinzaine de jours de prison.

J'ai une certaine sympathie pour Sea Shepherd, ONG considérée par certains comme « éco-terroriste », ne serait-ce justement qu'en raison de son choix de l'action directe face aux navires-usines japonais ou norvégiens qui chassent la baleine. Néanmoins je ne peux qu'être dubitatif vis-à-vis d'une partie des 200 ou 300 personnes présentes à Strasbourg quand j'ai vu que leur engagement était uniquement animalo-centré. Véganisme et antispécisme semblaient être les deux grands mots d'ordre proclamés par les t-shirts, casquettes et autres pins. On peut se réclamer de l'antispécisme, c'est-à-dire postuler que la distinction entre humains et animaux non-humains est une forme de discrimination au même titre que le racisme, ou la discrimination des femmes ; mais il me semble tout de même un peu exagéré de parler des animaux dans leur ensemble comme d'êtres naissant « doués de sensations, d'émotions, d'aspirations à poursuivre leur propre but »<sup>2</sup>. En fait, ces antispécistes font la même erreur que Descartes, qui disait à propos de la pensée animale « qu'il n'y a point de raison pour le croire de quelques animaux, sans le croire de tous, et qu'il y en a plusieurs trop imparfaits pour pouvoir croire cela d'eux, comme sont les huîtres, les éponges, etc. »<sup>3</sup> ; si ce n'est qu'ils inversent les

termes du problème : puisqu'il n'y a pas de raison de ne pas croire que certains animaux sont doués de pensée, tous les animaux pensent... La sensibilité et la pensée de l'huître me paraissent être aussi développées que celles du tournesol, ils réagissent tous deux à des stimuli (le jus de citron pour l'huître que je mange ou le soleil pour le tournesol) mais au-delà de ça je suis plus que sceptique... Même Peter Singer, l'auteur de la Bible des antispécistes, *La Libération animale*, a toujours affirmé que de l'éponge à l'être humain il y a des degrés, sans qu'il y ait de distinction de nature. Et j'adhère à l'idée que certains animaux sont des êtres doués de sensibilité, de pensée, etc, mais pas tous. Mais cet aspect plus ou moins philosophique, n'est sans doute pas le plus gênant. Ce qui l'est réellement, ce sont des déclarations telles que celle de Paul Watson, le fondateur de Sea Shepherd, pour qui les animaux, et en particuliers marins, sont « des victimes de l'humanité » ou cet extrait d'un texte défendant le véganisme sur le site de cette ONG : « En fin de compte, dès que vous avez votre certificat de naissance, vous êtes coupables de contribuer à la destruction de la planète. C'est un fait, tout simplement, et c'est ça notre péché originel, d'être nés dans un monde mené par la consommation. »<sup>4</sup> Si l'on s'inscrit dans la rhétorique religieuse

du dernier texte, le problème c'est l'homme, c'est lui le Mal dans la création... D'ailleurs, même ses animaux domestiques sont une manifestation du Démon qui est en lui : « Nous ne pouvons pas ignorer non plus les milliards d'oiseaux qui sont tués chaque année par nos chats chéris. » C'est quoi la solution ? Éliminer l'homme ? (Notons toutefois que Paul Watson considère qu'il y a trop d'êtres humains sur Terre.)

Non, être végan, car « Le véganisme, c'est l'écologie véritable en action. » !? (Certains prônent même des régimes végétaliens pour chats...).

Ce n'est pas l'humanité en tant que telle qui détruit la planète, c'est bien plus le mode d'exploitation intensive de la nature que génère le capitalisme, capitalisme qui exploite et détruit et de manière tout aussi intensive l'homme lui-même. Proclamer, comme je l'ai vu sur certains t-shirts « Libération animale – Libération humaine », comme si c'était de la première que viendrait la seconde, c'est ne pas vouloir voir que le consumérisme actuel n'a rien de naturel chez l'homme et n'est qu'un produit du capitalisme. Quant à rêver à une sorte de retour au paradis terrestre où tous les animaux, dont l'homme, vivraient en paix entre eux, ce que font certains antispécistes, cela ne m'intéresse que bien peu. Ne serait-ce que parce que je ne crois pas au paradis, qu'il soit terrestre, céleste, communiste, ou je ne sais quoi d'autre. Il ne peut y avoir de « libération animale », pour peu que cette expression ait un sens, que s'il y a d'abord une libération humaine, c'est-à-dire un renversement du mode d'oppression économique, politique et sociale qu'impose le capitalisme.

Pendant ce temps dans une mer un peu plus chaude que celle des Féroé des dizaines de milliers d'hommes risquent leur vie pour fuir les

conséquences du capitalisme que sont les guerres, les famines, la misère, des conditions de travail inhumaines, etc. Depuis le début de cette année, au moins 2600 d'entre eux sont morts noyés. Tout cela parce que les pays riches et en particulier l'Europe, ne peuvent pas, paraît-il, accueillir toute la misère du monde. Et d'ailleurs la vraie misère, pas question de l'accueillir du tout : restez donc à crever la gueule ouverte dans vos pays surexploités par nos entreprises multinationales ! Par contre pour les « bons réfugiés », c'est-à-dire ceux qui bénéficieront du droit d'asile, l'Europe

va faire un effort. C'est du moins ce que l'on proclame ces jours-ci. Mais l'on ne nous dit pas que l'on va aller les chercher sur les plages du Liban, de Lybie, ou d'ailleurs. Non, quand ils arriveront sur leurs radeaux en Italie, à Malte ou en Grèce, (pour ceux qui arriveront, les autres...), leurs demandes d'asile seront examinées et les différents États européens se les répartiront. Merkel a fait un superbe prêche sur la nécessaire solidarité des Européens face à l'afflux de migrants, quand on connaît son sens très étroit de la solidarité européenne, on peut se poser des questions...

Ce même samedi 22 août, le NPA, Attac organisaient un rassemblement sur la même place strasbourgeoise, pour demander des papiers pour tous les sans-papiers, quelle que soit la raison pour laquelle ils sont venus en Europe. Une petite vingtaine de militants étaient présents. Un pour chaque dauphin massacré d'un côté, un pour cent migrants noyés de l'autre. Il me semble que la proportion aurait dû au moins être la même pour cette seconde cause que pour la première...

Bas coup

R

1. les Îles Féroé dépendent du Danemark, mais ne font pas partie de l'EU, et ont leur propre législation, ainsi la pêche aux baleines pilotes interdites au Danemark comme dans le reste de l'EU, y est permise au titre de « pêche traditionnelle ».
2. Cf. L.214 Mag, #15, juin-septembre 2015. L. 214 est une association prônant le véganisme et défendant les animaux.
3. Cf. Lettre au Marquis de Newcastle.
4. Cf. Télérama n° 3421-3422 du 8 au 21 août 2015 et <http://www.seashepherd.fr/news-and-media/edito-20140510-fr-02.html>.

## Bienvenue

Je n'ai pas d'hymne guerrier pas de patrie pas de président  
Je n'ai pas d'autre armée que celle de ceux qui veulent combattre pour l'amour en dépit des lois de l'argent  
Je n'ai pas d'hommes à exploiter pas de richesses à créer pour mon compte  
Je n'ai pas de territoires à défendre contre ces pauvres gens qui viennent des quatre coins du monde  
Et si il nous fallait crever de faim ici tous ensemble, soyez les bienvenus  
Plutôt mourir que de vivre dans l'abondance, couvert de vêtements quand tellement d'autres sont nus

Wo Yo  
Wo Yo Yo Yo,

Citoyen du Monde, partisan d'un monde sans Frontières  
Il y a le bon étranger, celui que tu accueilles les bras grands ouverts  
Et il y a le mauvais, celui que tu pourchasses dès qu'il a franchi ta frontière  
Il y a le bon, celui qui te sera utile  
Et il y a le truand, celui que tu ne veux surtout pas voir arriver dans ta ville  
Si tu cherchais la brute, va là où on parle dollar cash et pétrole brut  
Mais ne cherche surtout pas le shérif je l'ai shooté quand il m'a dit qu'il ne défendait que les riches

Wo Yo  
Wo Yo Yo Yo,

Citoyen du Monde, partisan d'un monde sans Frontières  
Et si ta part ne suffit pas, tu en prendras d'autre sans avoir à te battre  
Il y a tellement de petits sur cette terre, tellement facile à abattre  
Vois toutes ces frontières ce ne sont que de sombres cicatrices  
Plaies ouvertes d'anciennes conquêtes, vestiges de vains sacrifices  
Tant de pauvres soldats envoyés au charbon sont morts...  
Quand bien au chaud la victoire était fêtée au champagne, par leurs colonels  
Il y a qu'un seul rêve que je poursuis qu'une seule phrase qui en moi résonne  
Par-delà les frontières la terre doit appartenir à tous ou à personne

Wo Yo  
Wo Yo Yo Yo,

Citoyen du Monde, partisan d'un monde sans Frontières

HK - Citoyens du monde

# Putain ce que ça fait du bien !... mais quand même !

VICTOIRE ! Nous ne pouvons que nous réjouir de cette victoire. Claire, Fabien et Jean-Christophe, nos copains anciens salariés de Vivre dans la ville, ont gagné devant la cour d'appel contre leur dernier employeur, Jeunes et Cités. Et cette association n'ayant pas exercé son droit à faire un recours en cassation, la victoire est définitive.

Ce jugement vient clore une lutte vieille de quatre ans, lutte essentielle pour le respect des droits des salariés et pour la défense d'un travail social soucieux des droits des personnes demandeuses d'aide. Et il nous dit que Claire, Fabien et Jean-Christophe ont eu raison de tenir bon et combien leur combat était légitime. Et même si certains des attendus du jugement sont insatisfaisants, notamment à propos du secret professionnel dont la cour fait une lecture qui ne nous permettra pas de nous appuyer sur son jugement dans nos futurs combats, nous ne pouvons que nous réjouir de cette victoire.

Mais quel sens donner à cette issue ? Certes les licenciements de Claire, Fabien et Jean-Christophe ont été déclarés illégitimes et ils vont être indemnisés pour cela. Mais cette indemnisation n'est-elle pas le prix de la mise à l'index ? Aujourd'hui Claire et Jean-Christophe sont toujours au chômage et Fabien accumule les CDD dans des emplois aussi différents qu'agent d'accueil, rippeur ou encore chauffeur de bus. Et la probabilité qu'un(e) des trois retrouve un boulot dans le travail social dans la région est à mon sens quasi-nulle. Le prix de leur indemnisation et donc bien le prix de leur élimination, n'en veut pour preuve les attitudes respectives de l'association Jeunes et Cité et du Conseil Départemental à la suite du jugement.

Nous aurions pu attendre d'un Conseil Départemental (ex-Général) au-dessus de tout soupçon qu'il reprenne la main sur le dossier. Mathieu KLEIN, qui dès le départ en était en charge, et qui n'a eu de cesse de dire qu'il ne s'immiscerait pas dans un conflit entre une association et ses employés aurait pu prendre l'initiative d'inviter Claire, Fabien et Jean-Christophe. Et que le jugement confirme que c'était bien le Conseil Général qui était à l'origine de la situation ne semble pas l'émouvoir. Et que dire de l'attitude de l'association.

A peine le Jugement rendu, son Président adressait à l'ensemble des salariés un courrier où grosso-modo il soutient que malgré celui-ci, il avait eu raison sur toute la ligne. Et il pousse le vice à demander un échelonnement du paiement des sommes dues, alors même que ces sommes seront en réalité réglées par le Conseil Départemental avec nos impôts.

Nous aurions pu attendre, mais nous savons hélas qu'il n'y a rien à attendre d'élus ou de dirigeants associatifs qui se comportent comme ce qu'eux appelleraient des « patrons voyous ».

La victoire est encore plus amère lorsque nous regardons quatre ans en arrière. Je ne peux m'empêcher de repenser à l'action de prévention que menait Vivre dans la Ville sur Vandœuvre depuis plus de trente ans. Je ne peux m'empêcher de penser à cette équipe, d'une richesse singulière de part sa diversité et sa détermination. Je ne peux m'empêcher au gâchi humain, pour toutes celles et ceux qui avaient participé à l'aventure Vivre dans la Ville, et en premier lieu pour les habitants du quartier.

Mais je crois que ce qui me rend le plus amer, c'est le regard que je pose sur notre propre action face à une telle situation. Bien-sûr nous avions été un certain nombre à apporter notre soutien à Claire, Fabien et Jean-Christophe. Mais si la victoire est arrivée par la voie judiciaire, c'est que nous avons été incapables de l'obtenir sur le plan politique.

Au plus fort de la mobilisation, un copain syndicaliste me disait qu'il n'avait jamais vu se créer un rapport de force permettant d'empêcher le licenciement de militants syndicaux. Le patronnat, sous toutes ses formes, peut donc en toute impunité nous éliminer les uns après les autres. D'autant que nous avons une propension à interroger le bien-fondé des positions de chacun ou des méthodes employées qui, si elle peut apparaître saine, ouvre des failles béantes dans notre capacité à être solidaires et nous rend beaucoup plus fragiles. Et à ceci s'ajoute un nombre incalculable de luttes à mener qui nous conduit à une sorte de zapping empêchant tout engagement dans la durée.

Alors bien-sûr que la victoire de Claire, Fabien et Jean-Christophe nous fait du bien et nous ne les en remercions jamais assez. Mais quand même, cette victoire judiciaire est avant tout une défaite politique. Une défaite politique de nos représentants qui nous font chaque jour un peu plus désespérer du peu de cas qu'ils font de leurs concitoyens. Mais aussi notre propre défaite politique dans notre incapacité à tenir une mobilisation, même si de celle-ci doit dépendre le droit de proches à exister dans le monde du travail.

Jencri (pisse-froid).



# Réforme

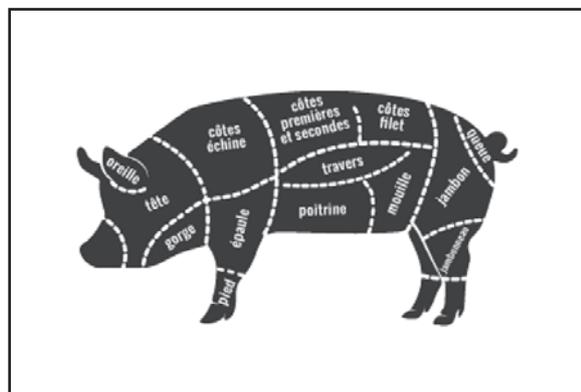
La réforme territoriale nous amuse depuis un an. La saison un (2014) a consisté en une masturbation intellectuelle pour et refaire faire des cartes de France permettant de passer de 22 à 13 régions. La saison 2 qui est en cours consiste à choisir parmi les notables des anciennes régions, celles et ceux qui deviendront des super notables des grandes régions. À peine élus en décembre 2015 il leur reviendra de désigner les capitales régionales. Insoutenable suspens : Amiens ou Lille ? Lyon ou Clermont ? Pour nous autres c'est déjà fait : c'est Strasbourg. À partir de 2016 la saison 3 verra le partage des services publics ou plutôt de ce qu'il en reste au sein des nouvelles régions, et la réorientation des investissements publics.

Si les choses ne vont pas bien, c'est de la faute des gens.

Au-delà du fait de permettre à des commentateurs désœuvrés, de commenter et à des chauvins patriotes de mes deux de crier au viol de leur identité, cette réforme est une véritable offensive idéologique.

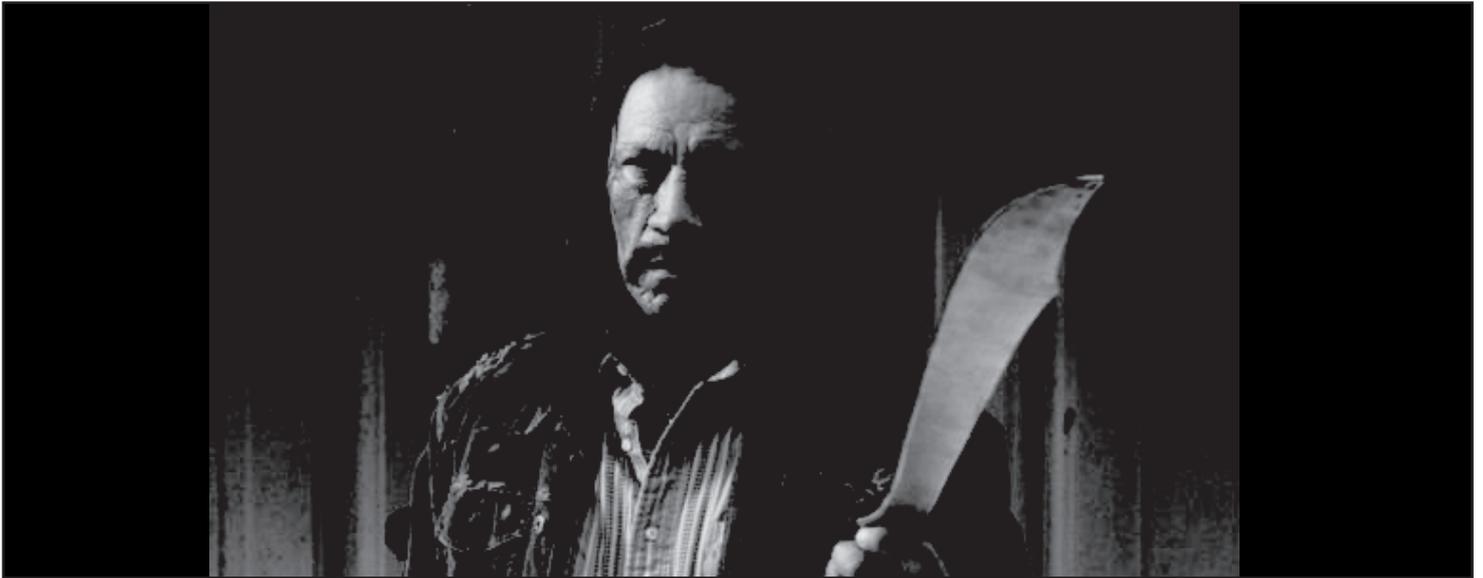
Les différentes lois qui la constituent\* sont inspirées par le rapport qu'Edouard Balladur, (qui est toujours vivant,

c'est Pasqua qui est mort) avait remis à son ex-poulain Sarkozy le 5 mars 2009. Continuité de la République obligeant, Balladur, Sarkozy, Fillon, Hollande, Ayrault et Valls se sont passés le relais tranquillement. Les experts de Monsieur Edouard ont accouché d'une idée ni nouvelle ni originale mais assez répandue chez les bureaucrates et les politiciens : si les choses ne vont pas bien, c'est de la faute des gens. Ils ne sont pas flexibles, mobiles, et ils n'ont toujours pas compris les admirables lois du marché. Ils n'ont pas compris qu'il faut organiser l'activité économique dans les régions autour de « métropoles ». Le dynamisme économique de la métropole rayonnera sur la région qui l'entoure. Et ainsi tout ira bien. Au lieu de ça les gens, qui par



nature sont des cons (des veaux disait le général), habitent un peu n'importe où : là où ils en ont envie, là où ils sont nés, là où ils ont des amis, des amours,

# territoriale... ... réforme du Capital



voire des emmerdes. Dans l'est de la France par exemple il faudrait plus de monde à Strasbourg pour que ce soit vraiment une grosse ville, une Mé-tro-pôle. Qu'il y ait moins de monde à Bar-sur-Aube ou dans la plaine des Vosges n'est pas grave, c'est même plutôt intéressant : ça permet de fermer des hôpitaux des bureaux de poste, donc de supprimer des emplois et de rendre la vie si difficile que les habitants qui en ont encore l'âge fuient vers la Mé-tro-pôle, qui en échange irriguera les déserts qu'elle aura créés.

Pour parvenir à ce paradis métropolitain nos technocrates ont fixé une « feuille de route » comme ils se plaisent à dire : soit un papier qu'ils écrivent pour nous faire marcher, et droit si possible ! C'est simple : la carte de France comme l'ensemble de la société doit obéir scrupuleusement aux lois du marché. Et tout doit fonctionner selon un modèle assez facile à comprendre : celui de l'entreprise.

Valls réalise les rêves de Balladur,

La région doit comme l'entreprise se concentrer, fusionner. Elle doit faire des projets, être attractive pour les clients que sont les sacro saints « investisseurs ». Objets de toutes les attentions, ceux-ci peuvent tout demander : ne pas payer d'impôts, ou si peu,

payer encore moins de cotisations sociales, polluer tranquillement, toucher des subventions pour payer les intérimaires. Ils peuvent demander qu'on leur construise des routes qu'on leur apporte le haut débit, et tout ça gratuitement ou plutôt non, en échange de la possibilité d'exploiter les gens qui habitent dans le coin. Ils ne s'en privent pas : depuis des années, de DAEWOO à MITTAL, en passant par Bernard Tapie, ils viennent, font leurs petites affaires, et partent avec la caisse en faisant un bras d'honneur. Seulement voilà, leurs appétits étant toujours plus gros, il faut toujours faire plus pour les attirer. Plus de cadeaux, plus d'infrastructures, plus d'exonérations. Le personnel politique a su répondre à cette demande, c'est la réforme territoriale.

Dorénavant la région « Alsace Lorraine Champagne Ardennes » pourra concentrer des sommes énormes d'argent public qui vont se transformer en cadeaux aux actionnaires et aux entreprises pour qui s'installent ou investissent, si possible à Strasbourg promue au rang de Mé-tro-pôle. Et selon la



doxa des nouveaux économistes géographes, amis d'Edouard B., Strasbourg rayonnera sur la grande région irriguant économiquement, financièrement, culturellement, un espace auparavant trop morcelé pour y faire des affaires. Comme un bonheur n'arrive jamais seul, la fusion va permettre d'organiser un plan social chez les fonctionnaires des trois régions fusionnées, et ça les investisseurs a-do-rent. Une région où supprime des emplois de fonctionnaire et où on casse du service public, c'est bon ça coco !

Malgré ce qu'on peut lire un peu partout dans la presse locale, le fait que cette réforme agite des crétiens qui rêvent d'Alsace autonome ou de la Lorraine éternelle, n'est vraiment pas l'essentiel, sauf pour vendre un peu de papier. L'essentiel c'est que cette loi n'est démocratique qu'au sens où on entend le mot dans les conseils d'administration. L'essentiel c'est que cette loi n'est utile qu'au sens où entend le mot dans les banques. Elle n'est qu'une nouvelle déclinaison de la fuite en avant d'un système en crise perpétuelle et dans lequel des gens mal élus courbent l'échine avec zèle devant le profit.

Quand Valls réalise les rêves de Balladur, il vaut mieux être actionnaire d'une multinationale que fonctionnaire territorial...

Victor K **R**

*\*loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles « MAP-TAM » du 27 janvier 2014, et loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) du 2 juillet 2015*

## Cercles de silence

**Nancy**

**Pont-à-Mousson**

**26/09  
à 15 h**

**12/09 et  
10/10**

**place Stanislas**

**à 10 h 30  
place Duroc**

### Des films à boire

**Courts métrages  
Bar le Refuge  
22 rue des Soeurs Macarons - Nancy**

- Des films à boire -



- Courts métrages - Bar Le refuge - 22 rue des Soeurs Macarons -

**lundi 28 septembre à 19 h**

## Résister! #38

redaction@crr54.lautre.net

**Comité de rédaction : 12/10/2015**

Points de dépôts :

\* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy

\* Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy

\* Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy

\* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

\* Tabac Merlin - 58, rue Isabey à Nancy

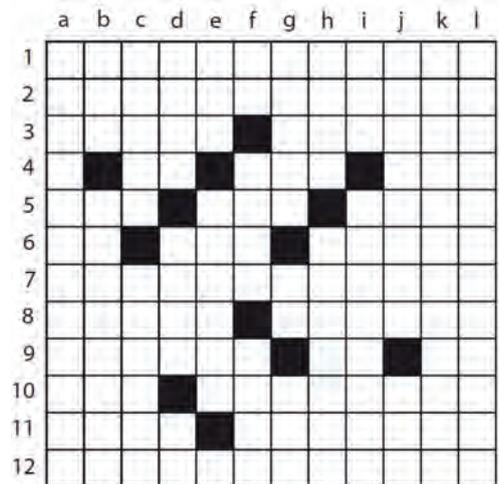
## Les Mots croisés de Jiji

### Horizontalement

- 1 - Indigeste, à la sauce Hollandaise.
- 2 - Jouer avec le temps.
- 3 - Théorie. Arbuste essentiel.
- 4 - Parcouru. Rappelle le gris. Berceau.
- 5 - M'esclaffe. Te rends. Épia.
- 6 - Selon la locution, il est con. Porteur de charge. Gréas.
- 7 - Qui ne valaient pas mieux qu'une queue de cerise.
- 8 - Flaire. Rendu.
- 9 - Petit maire. Multiplie les KO. Graal de l'alchimiste.
- 10 - Xylophage ravageur. S'illusionnais de nouveau.
- 11 - Naufrageur. Gonzesse anelée.
- 12 - Cadeaux impériaux.

### Verticalement

- a - Pistes aux étoiles.
- b - Internationale ratée. Non approprié.
- c - Mieux si agréable. Féminin pour Sacha Guitry.
- d - Textile pour les nudistes. Plaqué. Demi merde.
- e - Morceau d'éon. Capitaliste.
- f - Boule chinoise. Clade premier. Ville à roulette.
- g - Fret. Cheville dialectique. Parfois éclairer.
- h - Fille de la Nuit. Fille du vent... et de la mer.
- i - Posa. Mijoter.
- j - Répandue. Langue des Philippines.
- k - A les pieds dans l'eau.
- l - Elles donnent du souci.



	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
1	R	E	P	U	B	L	I	C	A	I	N	S
2	E	V	A	L	U	E	S		D	O	U	
3	G	A	S	T	E	R	O	P	O	D	E	S
4	I	N	R		E	L	I	R	O	N	T	
5	O	G	H	A	M		A	G	A	N	T	A
6	N	E	O	M	E	N	I	E	N	S		L
7	A	L	T	O		A	S	E	T		R	I
8	L	I	E	D	E	R		S	E	R	I	N
9	I	S	L	E		R	A		S	E	M	I
10	S	E		R	E	E	L	S		C	A	S
11	M	E	E	N		N	O	U	R	R	I	E
12	E	S	S	E	N	T	I	A	L	I	T	E

Solutions numéro précédent